

Recherche : demain la Suisse

Autor(en): **Marco, Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1249

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025337>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

fessionnels évoqués? Rien n'est moins sûr, mais là encore il est difficile de répondre en l'absence de recherche sérieuse. Plus que la conjoncture, l'évolution des structures économiques pourrait d'ailleurs modifier les données du problème dans les prochaines années.

«Demain la Suisse». Et son armée?

Reste la grande question, la seule probablement, symbolique, affective, politique, celle de la relation du citoyen et du soldat, c'est-à-dire de l'armée et de la communauté nationale. Certes, le service militaire joue un rôle important dans la socialisation des individus, dans l'épanouissement de certains et dans la transmission des valeurs collectives. Mais tout cela demanderait à être revu et démystifié à la lumière de la société actuelle,

ouverte, individualiste et complexe. En revanche, ce qui est certain c'est qu'une politique de sécurité européenne entraînera une remise en question de la conscription. L'Allemagne y viendra, une fois surmonté le blocage que constitue chez elle la chose militaire. La France a le mérite de faire une brèche que la Grande-Bretagne, de tradition, ne pouvait opérer. Il serait utile que la réflexion politique et militaire en Suisse ne s'arrête pas à la réforme «Armée 95», mais qu'elle examine sérieusement l'option de l'armée de métier. «Demain la Suisse», le grand programme de recherche en sciences sociales soutenu par le Fonds national, pourrait d'ailleurs en faire un de ses thèmes. Car aujourd'hui encore, toucher à la société, c'est aussi interroger l'armée. Et inversement. ■

RECHERCHE

Demain la Suisse

(*dm*) «Demain la Suisse», c'est le titre d'un programme de recherche prioritaire lancé au début de l'année par le Fonds national de la recherche scientifique. Inaugurés en 1992, les programmes prioritaires (PP), jusqu'à présent tous consacrés aux sciences dites dures, doivent combler des lacunes ou des retards de la recherche en Suisse.

Le programme «Demain la Suisse» vise deux objectifs. D'une part il s'agit d'approfondir la compréhension de l'évolution sociale, culturelle, politique et économique de la société. Le «modèle suisse» perd de son éclat, peut-on lire dans le plan d'exécution du PP, base de l'appel d'offres. «D'où l'urgent besoin de mieux comprendre les structures et le fonctionnement de notre pays, d'anticiper des développements futurs et de définir de nouvelles lignes d'action». D'autre part le PP veut contribuer à renforcer les sciences sociales par des mesures structurelles parce qu'«en raison notamment d'un manque notoire de ressources, (ces dernières) accusent un net retard à l'échelon international».

Voilà deux objectifs ambitieux qui révèlent, la crise aidant, une sensibilité accrue des milieux scientifiques à la situation fragilisée et incertaine du pays réel. Ces préoccupations se retrouvent dans les cinq axes thématiques du PP: inégalités et conflits sociaux; dynamique du monde du travail; individualité, relations humaines et structure sociale; production et transfert de savoir; communication et information dans la société médiatisée. On les retrouve également dans les mesures structurelles, avec notamment le projet d'observation permanente de la société: il faut définir des indicateurs sociaux et politiques afin de mettre à disposition de la Confédération, des cantons et des communes et de l'espace public les données de base indispensables.

Doté de 23 millions de francs, le PP «Demain la Suisse» se déroulera jusqu'en 1999. ■

Les 40 tonnes déplacent de l'air

(*ag*) La proposition des partis gouvernementaux, et plus particulièrement du tandem Bodenmann-Couchepin, pour régler le financement des transversales est un exemple rare d'imagination politique. Enfin le tabou est levé. Il est évident que la Suisse ne pourra, en ce domaine, justifier un Sonderfall, sous réserve du transit alpin. Une des erreurs coûteuses du conseiller fédéral Ogi est d'avoir vendu à l'Union européenne le maintien des 28 tonnes contre un programme de transversales surdimensionné. Les initiants ont aussi le mérite de dire clairement que le grignotage actuel est absurde; pourquoi les 40 tonnes viendraient-ils jusqu'à Lausanne, mais pas jusqu'à Zurich?

Dans la mise à plat de ce dossier, excellent de rappeler que les camionneurs qui réclament les 40 tonnes tiennent avant tout à se protéger contre la concurrence européenne et qu'ils espèrent progressivement par un passage lent à 32, 36, 40 tonnes encaisser seuls les gains de productivité. Lier 40 tonnes et imposition des transports routiers selon la prestation revient à permettre à la collectivité d'encaisser, elle, le gain de productivité. Cela aussi est excellent.

Reste le rendement escompté. Trois milliards semble très élevé. Tout d'abord, les camions ne seront pas chargés toujours à la limite. A niveau de trois milliards de recettes, il y aura répercussion sensible sur le coût de la vie. Si la facture est trop élevée, on risque des distorsions entre centres et régions périphériques.

Le contrôle par l'administration et l'examen attentif de la faisabilité politique enlèveront à la proposition un peu de son aspect de remède-miracle.

Mais elle doit demeurer une idée-force. C'est par cette voie seule qu'on peut trouver une application de l'initiative des Alpes euro-compatible. ■

Le
modèle suisse
perd
de son éclat